

cours du trône qu'une des priorités du gouvernement a trait au domaine de la pollution, ce qui est sans doute très important. Il nous promet une série de Livres blancs.

Un mot au sujet de l'abaissement de l'âge des votants? On n'a qu'à se reporter aux discours que j'ai adressés dans le passé, aux jeunes pour voir que j'approuve cette politique. Je suis convaincu qu'elle devrait être associée à des programmes scolaires destinés à instruire nos jeunes gens au sujet de notre système de gouvernement et des procédures du Parlement en général, afin qu'ils aient au moins quelque idée des budgets, par exemple, ainsi que de la manière dont les gouvernements modifient la société en adoptant certaines lois et certains règlements. Je n'oublie pas que l'éducation relève des provinces et que celles-ci contrôlent et établissent notre programme d'éducation. Cependant, j'estime qu'au Canada, nous devrions coordonner une grande partie de nos efforts dans ce domaine, en assurant des normes d'éducation semblables dans toutes les provinces. En fait, j'ai fait inscrire au *Feuilleton* une motion dans ce sens.

Le gouvernement fédéral devrait encourager les provinces à apporter une note beaucoup plus patriotique à leurs programmes de construction communautaire. Nous devons rendre les jeunes Canadiens conscients de la réalité canadienne.

Ce qui m'intéresse le plus dans le discours du trône, c'est l'idée d'assurer un meilleur niveau de vie sociale et économique à tous les Canadiens. D'après le discours du trône, le gouvernement y prévoira de nouveaux fonds pour réduire les disparités régionales. Soit dit en passant, je constate avec plaisir la présence ici, cet après-midi, du ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand). Je ne demande pas mieux que d'accroître les fonds et les dépenses, si cela peut nous permettre de faire disparaître les disparités actuelles au Canada. Mais qui va s'en charger? Il est question, dans le discours, du ministère de l'Expansion économique régionale. Il m'arrive de lire les discours du ministre, où il parle de tout ce que le ministère a en réserve pour nous tous. Nous tenons tous à fournir au ministère l'occasion de s'acquitter de sa tâche, mais il me semble qu'il devrait agir immédiatement.

Lors de la création de ce ministère, on nous avait dit qu'il assurerait plus d'emplois dans les régions désignées, que ces dernières deviendraient prospères et progresseraient au même rythme que le reste du Canada. On prétendait que les autres ministères n'entraveraient pas l'activité du nouveau. J'affirme

qu'il y a intervention d'autres ministères, puisque celui de l'Expansion économique régionale doit réduire certaines dépenses en raison du programme d'austérité du gouvernement. J'avais l'impression qu'aucun autre ministère ne pourrait intervenir, sans le consentement du ministre de l'Expansion économique régionale, en ce qui concerne les régions désignées. Mais voyez ce qui se passe.

Le ministre des Postes cherche à tout prix à fermer des bureaux de poste dans les régions désignées. Je recevais hier une liste de 48 bureaux de poste déjà fermés ou à la veille de l'être dans ma petite circonscription de South Western Nova.

**Des voix:** C'est honteux.

**M. Comeau:** Comment parler de progrès et de prospérité quand on fait disparaître les services postaux? Parle-t-on de fermer des bureaux de poste à Toronto?

**Une voix:** Ou à Montréal?

**Une voix:** Ou à Calgary?

**M. Comeau:** Ou à Edmonton? Le ministre des Postes veut économiser et c'est un but louable.

**Une voix:** Qu'on réduise le personnel du bureau du premier ministre.

**M. Comeau:** D'après le ministre des Postes, la fermeture d'un bureau de poste ne se fait qu'à trois conditions. Mais son critère de base est la rentabilité. Quand le premier ministre dit qu'il faut supprimer telle chose, il le fait. Il taille dans le vif, fût-ce dans son propre bureau.

**Une voix:** Commencez par réduire les dépenses de Radio-Canada.

• (2.40 p.m.)

**M. Comeau:** Le ministre n'a pas à s'occuper que d'un seul bureau de poste. Il doit assurer le service postal dans tout le Canada. Dans certaines régions, il fonctionne bien, dans d'autres moins. Il revient au gouvernement de fournir ces services. La raison d'être du gouvernement est de fournir ces services à la population, y compris dans les régions les moins prospères. Tous les contribuables en font les frais, pas seulement ceux des grands centres industriels.

Si le ministre veut faire des économies, c'est bien, mais il y a certainement dans son ministère à Ottawa de l'argent gaspillé qu'on pourrait économiser. On construit de nouveaux bureaux de poste. Je me trouvais la semaine dernière dans une région où l'on